

---

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### C.C.A.P.

---












Marché établi en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/12/3/2018-1075/jo/texte>  
<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2018/11/26/2018-1074/jo/texte>

### **Marché 2025.06**

Acquisition et installation de casiers connectés pour les besoins de  
l'Université de Lille

## L'essentiel du contrat

	<b>Objet</b>	Acquisition et installation de casiers connectés pour les besoins de l'Université de Lille
	<b>Type de procédure</b>	Procédure adaptée
	<b>PSE</b>	Avec – article 1.3.
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans
	<b>Clause Sociale</b>	Sans
	<b>Clause environnementale</b>	Avec
	<b>Durée/délai</b>	<p>La durée du marché correspond aux délais de livraison, d'installation, de mise en ordre de marche et la mise à disposition de la solution numérique (incluant les éventuels PSE notifié au contrat).</p> <p>La livraison, l'installation et la mise en ordre de marche des stations connectés doivent être réalisées au plus tard le 11/07/2025.</p>
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Le prix d'achat est forfaitaire et ferme.
	<b>Variation de prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant du marché.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 – CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 – MODALITES OUTIL DE PILOTAGE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 – OPERATIONS DE VERIFICATION</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8 – GARANTIE LEGALE</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9 – PENALITES</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 - PRIX</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 – AVANCE FORFAITAIRE</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 13 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 14 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - RGPD</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 16 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 17 – ASSURANCE</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 18 – MODIFICATION DU MARCHÉ</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 19 - RÉILIATION</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 20 – DROIT ET LITIGES</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS</b>	<b>12</b>

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur l'acquisition et l'installation de casiers connectés pour l'Université de Lille. Ces équipements, destinés au prêt de matériel de loisirs sportifs et culturels, seront mis à disposition par l'établissement.

Les stations de casiers seront déployées sur l'ensemble des campus de l'université. La localisation précise des sites est accessible via le lien suivant : <https://ulillebox.univ-lille.fr/places/>.

La mise à disposition et la restitution du matériel s'effectueront via une application mobile, gratuite et intuitive, disponible sur le Play Store et l'App Store.

Les caractéristiques techniques sont détaillées dans le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**.

Les matériels doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Pour rappel, la livraison – l'installation et la mise en ordre de marche des stations connectés doivent être réalisées au plus tard le 11 juillet 2025.

## ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ

### **1.1 - Définition de la procédure**

Le présent marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée selon les dispositions des articles R. 2123-1 et R. 2123-5 à R. 2123-6 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.




Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'article R. 2122-1 à R.2122-11 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

### **1.2 - Forme**





Le marché est composé d'un lot unique. La répartition en lots distincts compliquerait la gestion technique des services. De plus, l'établissement souhaite instaurer une uniformisation des usages afin de favoriser une dynamique collective cohérente dans les pratiques sportives et culturelles.

### **1.3 - Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)**

Les prestations supplémentaires éventuelles obligatoires sont :

-  PSE 1 – 1 année supplémentaire d'abonnement à la solution numérique.
-  PSE 2 - 2 années supplémentaires d'abonnement à la solution numérique.
-  PSE 3 - 3 années supplémentaires d'abonnement à la solution numérique

La solution numérique doit comprendre à minima les éléments suivants :

-  L'application de gestion des casiers (ouverture et fermeture).
-  Un espace gestionnaire avec les données statistiques.
-  Une assistance aux utilisateurs.
-  Une mise à jour régulière de l'application en fonction du développement globale du titulaire.

Pour rappel, les 4 premières années d'abonnement sont comprises dans l'offre de base.

Les candidats doivent obligatoirement indiquer le coût de ces options au sein de l'annexe 1 à l'ATTRI1, sous peine de voir leur offre jugée irrégulière et donc être rejetée.

Le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision de retenir ou non ces prestations supplémentaires au moment de la notification.

### ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ✚ L'ATTRI 1 (acte d'engagement) et les annexes financières et techniques dont les exemplaires originaux signés sont conservés dans les archives de l'Administration font seule foi.
  - ✓ Annexe 1 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
  - ✓ Annexe 2 (technique)
- ✚ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige,
- ✚ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige, et son annexe :
  - ✓ Annexe CCTP Implantation Stations Casiers
- ✚ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> avril 2021.
- ✚ L'offre du candidat (mémoire technique)

#### **Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.**

Toute clause portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Son offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français de même que les emballages et les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché.

### ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché correspond aux délais de livraison, d'installation, de mise en ordre de marche et la mise à disposition de la solution numérique (incluant les éventuels PSE notifié au contrat).

**La livraison, l'installation et la mise en ordre de marche des stations connectés doivent être réalisées au plus tard le 11/07/2025.**

Un procès-verbal d'admission unique sera établi, attestant de la bonne exécution des prestations.

**4.2 – La période de garantie légale** prévue à l'article 8 du présent cahier des charges démarre à compter de la décision d'admission.

### ARTICLE 5 – CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION

#### **5.1. – Livraison**

Les conditions de livraison sont détaillées dans l'annexe 2 à l'attri1.

Lieu de livraison

Les prestations sont à réaliser sur les sites définis dans le CCTP et l'annexe 1 au CCTP.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

### **5.2. - Délais de livraison, d'installation et de mise en ordre de marche**

Le candidat précisera dans l'annexe 2 à l'ATTRI1, le délai de livraison sur lequel il s'engage.

Sous réserve de la mise à disposition des locaux par la personne publique, la livraison interviendra donc dans le délai maximal fixé dans l'annexe 2 à l'ATTRI1 par le candidat, en cas de retard imputable à la personne publique, la prolongation du délai d'exécution est de droit pour le titulaire.

Ces opérations doivent impérativement être réalisées dans ce délai et en tout état de cause avant le 11/07/2025.

La livraison, l'installation et la mise en ordre de marche sont effectuées par le titulaire sous sa responsabilité sans supplément de prix. Le titulaire aura à sa charge les différentes assurances.

### **5.3. - Aménagement des locaux**

Il incombe à la personne publique d'aménager à ses frais les locaux destinés à l'installation et le cas échéant à sa maintenance, selon les conditions d'environnement nécessaires qui lui auront été communiquées, à sa demande, par le titulaire.

### **5.4. – Documentation**

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la livraison, sans supplément de prix, la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des matériels livrés et à son entretien courant.

## **ARTICLE 6 – MODALITES OUTIL DE PILOTAGE**

Les modalités et exigences relatives à l'outil de pilotage sont détaillées à l'article 3.2 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

## **ARTICLE 7 – OPERATIONS DE VERIFICATION**

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG / FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées selon les étapes décrites ci-dessous par le Responsable concerné ou son mandataire dûment habilité en lieu et place du pouvoir adjudicateur.

Les produits reconnus défectueux ou non conformes sont retournés au titulaire, aux frais de celui-ci, qui a charge complète de les remplacer également à ses frais dans les délais et selon les modalités de livraison prévues au marché.

### **Etapes des opérations de vérification quantitative et qualitative**

**Etape 1 :** La livraison, l'installation et la mise en ordre de marche devra être constatée de manière contradictoire ;  
➔ **Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison prévues à l'article 9 du présent CCAP.**

**Etape 2 : si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le Représentant concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission des matériels.**

L'admission, lorsqu'elle est prononcée, emporte transfert de propriété, donne le point de départ de la garantie et permet le paiement des sommes dues.

- ✚ **A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal unique valant attestation d'admission daté et signé sera remis au titulaire.**

## **ARTICLE 8 – GARANTIE LEGALE**

### **8.1. - En ce qui concerne la garantie**

La garantie s'exécutera conformément aux dispositions de l'annexe 2 à l'acte d'engagement et du CCTP

L'application de gestion sera mise à disposition avec une garantie de 4 ans, incluant l'assistance aux utilisateurs.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, la garantie de l'ensemble de l'armoire et de tous ses équipements pour une utilisation et une usure normale sont garantis pour une durée légale de **cinq ans**.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses, changement de tout ou partie des pièces : équipements structurels et fonctionnels, la main d'œuvre et les frais de déplacement sur site, les frais de séjour et les frais de port. En cas de retour usine des matériels pour réparation, les frais d'expédition aller et retour sont à la charge du titulaire.

Le titulaire peut appliquer la garantie soit par un réseau national d'agences régionales, soit par un réseau national de partenaires agissant en son nom en totale transparence.

L'entretien et le dépannage seront assurés (à l'exception des jours de fêtes légales) aux horaires d'ouverture suivants : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Toute facilité sera donnée au personnel du titulaire pour accéder à l'appareil et effectuer les opérations d'entretien périodique et de dépannage.

Par dérogation à l'article 33 (alinéas 3 et 4) du CCAG / FCS, les décisions et demandes relatives aux mises au point et réparations émanent du Responsable concerné ou de son mandataire habilité en lieu et place du pouvoir adjudicateur.

### **8.2 Délai d'intervention**

Le titulaire sera tenu, dès la soumission de son offre, de détailler les modalités précises de ses interventions, y compris les délais et les procédures mises en œuvre. Ces modalités doivent garantir un diagnostic dans un délai maximum de 5 jours et une réparation dans un délai maximum de 10 jours, à compter de la demande initiale.

### **8.3.- Assistance aux utilisateurs**

- ✚ Outil de pilotage (plateforme) :

La mise à disposition de l'application de gestion et les mises à jour de l'outil (sécurité, nouvelle amélioration du titulaire) sont comprises dans le marché pour une période de 4 années à compter

de l'approbation du procès-verbal d'installation. Aucun frais supplémentaire (hors développement spécifique pour l'établissement) ne pourra être demandé en supplément.

Toute facilité sera donnée au personnel du titulaire pour accéder aux matériels et effectuer les opérations d'entretien périodique et de dépannage.

Le titulaire est responsable de ses personnels en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit ; il est également responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

## ARTICLE 9 – PENALITES

Les pénalités ci-dessous s'appliquent dans le cadre du présent marché sans **qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire**. Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, tout dépassement des délais contractuels dans l'exécution des prestations entraîne l'application des pénalités suivantes :

- ✚ Pénalités de retard : En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations indiqué dans l'offre technique du titulaire du marché, ce dernier encourt, une pénalité de 200 € H.T par jour calendaire de retard.
- ✚ Pénalités pour erreur, manquement ou imperfection constatée(s) liée(s) à l'exécution des prestations : En cas d'erreur, manquement ou imperfection de la part du titulaire dans l'exécution des prestations, l'acheteur se réserve la possibilité de procéder à la mise en œuvre de pénalités d'un montant de 100 € H.T par erreur, manquement ou imperfection constatée.
- ✚ En cas de non-respect des obligations relatives au traitement des données à caractère personnel il sera appliqué au titulaire une pénalité égale à 500 € par obligation non respectée.

Les pénalités prévues ci-dessus seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille (1000) euros HT pour l'ensemble du marché.

## ARTICLE 10 - PRIX

### 10.1. - Prix de règlement

Le prix d'achat est forfaitaire et ferme.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison. Il comprend également la prestation de livraison, d'installation, de mise en ordre de marche de l'ensemble des matériels et la garantie légale.

Conformément à l'article 10 du CCAG / FCS, le prix de règlement objet du marché est établi à partir des propositions hors taxes (HT) en euros du titulaire. A ces prix s'appliquera la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de la livraison.

### 10.2. - Frais de port

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage standard.



## ARTICLE 11 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT

### **11.1 - Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations.**

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : [facturier-ulille@univ-lille.fr](mailto:facturier-ulille@univ-lille.fr)

La facture doit **impérativement** comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- le numéro de marché « 2025.06 »,
- la date de facturation
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé sur l'ATTRI1,
- la désignation en clair des matériels concernés et les quantités livrées,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC)

**Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, l'Agence comptable sera dans l'obligation de retourner les factures.**

**11.2 - Les sommes dues**, autres que celles visées à l'article 8 sont payées dans un **délai maximum de 30 jours** à compter de la réception de la facture par le service facturier après admission des matériels. Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

**11.3 - Le règlement est effectué par virement administratif** au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

**11.4 - L'ordonnateur de la dépense** est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

**11.5 - Le comptable assignataire de la dépense** est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

### **11.6 – Nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

#### **11.7 – Cautionnement**

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

#### **11.8 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### **11.9 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

### **ARTICLE 12 – AVANCE FORFAITAIRE**

Une avance forfaitaire est versée au titulaire, sauf indication de renonciation dans l'acte d'engagement de la part du titulaire, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur au seuil de 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, conformément aux articles R 2191-3 à R2191-12. Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant du marché.

### **ARTICLE 13 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE**

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris **les changements d'intitulé du compte** sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'ATTRI 1, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

### **ARTICLE 14 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE**

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université de Lille, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

### **ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - RGPD**

Le candidat doit se conformer aux règles de protection des données à caractère personnel auxquelles il a accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Ces règles sont définies par le

## ARTICLE 16 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

### 15.1. Responsabilité Environnementale

Le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment aux différents éléments mentionnés ci-dessous :

- ✚ Responsabilité élargie des producteurs de déchets d'équipements électriques et électroniques.
- ✚ Limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.
- ✚ Enregistrement, évaluation et autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances.

### 15.2. Gestion des Déchets

Le titulaire s'engage à adopter une démarche respectueuse de l'environnement dans le cadre de l'exécution des travaux à réaliser. Il est responsable de la gestion et la valorisation des déchets sur le chantier et doit ainsi mettre en place un process permettant :

- ✚ De réduire la production des déchets de l'opération.
- ✚ D'optimiser la gestion des déchets.

### 15.3. Emballage

Le titulaire veille à poursuivre les objectifs fixés par la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire en matière de réduction, de réemploi et de recyclage des emballages. À cet effet, le titulaire doit :

- ✚ Réduire les emballages, en supprimant notamment les emballages inutiles.
- ✚ Favoriser le réemploi des emballages.
- ✚ Privilégier les emballages dont la filière de recyclage est effective.
- ✚ Réaliser sur son site et dans le cadre des prestations une collecte et un tri de ses emballages.

### 15.4. Consommation Énergétique et Émissions de Gaz à Effet de Serre

Le titulaire devra fournir au terme du contrat, le bilan des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) lié à la réalisation de la prestation. Ce bilan devra permettre de connaître les émissions de GES produites par le prestataire et ses éventuels sous-traitants pour la réalisation de la prestation. Le bilan des émissions de GES devra préciser les actions mises en œuvre pour la réduction de ces émissions.

### 15.5. Qualité Environnementale des Produits Proposés

Le titulaire propose les solutions les plus performantes sur le plan environnemental et limite les impacts environnementaux des services qu'il exécute. En particulier, les objectifs suivants sont poursuivis :

- ✚ Économies de ressources et exploitation responsable des matières premières.
- ✚ Eco-conception des produits.
- ✚ Diminution de l'impact des matériels pendant leur phase d'utilisation (notamment économie d'énergie).
- ✚ Allongement de la durée d'usage des matériels.
- ✚ Recherche d'une économie circulaire privilégiant la prévention de la production de déchets par le réemploi et la réutilisation.
- ✚ Gestion responsable des déchets produits par les services.

## ARTICLE 17 – ASSURANCE

Le prestataire a obligation de souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable, une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et professionnelle

et couvrant pour tous les risques d'accidents dommages causés à toutes personnes et dont il serait tenu responsable conformément aux dispositions du CCAG applicables aux fournitures courantes et services.

## **ARTICLE 18 – MODIFICATION DU MARCHÉ**

Pour l'ensemble des cas cités aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, toute modification du marché en cours d'exécution sera constatée par un avenant.

L'avenant ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou de bouleverser son économie.

## **ARTICLE 19 - RÉSILIATION**

### **19.1 Résiliation aux torts du titulaire**

En application des articles R.2142-1 à R.2142-27 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles L. 8222-1, D. 8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le marché est résilié sans indemnités aux torts du titulaire.

Par ailleurs, la décision de résilier le marché peut être prise par le Président de l'Université de Lille lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de huit jours, suite à une défaillance dans la réalisation des prestations demandées ou s'il contrevenait aux obligations imposées par le présent marché. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

### **19.2 Résiliation unilatérale du fait de l'Université de Lille**

Le Président de l'Université de Lille se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Les prestations sont alors payées au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

## **ARTICLE 20 – DROIT ET LITIGES**

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

## **ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS**

Il est dérogé aux articles 20, 27 à 30, 33, 14.1, 14.1.3 du CCAG/FCS par les articles 5, 7, 8 et 9 du présent CCAP (cf. tableau récapitulatif ci-dessous).

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG/FCS
Article 5	Article 20
Article 7	Articles 27 à 30
Article 8	Article 33
Article 9	Article 14.1, 14.1.3

Fait en un exemplaire original unique

A ..... le.....

Le représentant désigné de la société  
(prénom, nom + signature + cachet commercial)

A Lille, le .....

Le pouvoir adjudicateur,